



## Conseil économique et social

Distr. générale  
1<sup>er</sup> décembre 2017  
Français  
Original : anglais

---

### Commission du développement social

#### Cinquante-sixième session

31 janvier-7 février 2018

**Suite donnée au Sommet mondial  
pour le développement social et à la vingt-  
quatrième session extraordinaire  
de l'Assemblée générale : thème prioritaire :  
stratégies d'élimination de la pauvreté visant  
à parvenir à un développement durable  
pour tous**

### **Déclaration présentée par la Fédération européenne des centres de recherche et d'information sur le sectarisme (FECRIS), organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social\***

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

---

\* La version originale de la présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.



## Déclaration

Le défi consistant à élaborer des stratégies concrètes afin d'éliminer la pauvreté et de ne faire aucun laissé-pour-compte bénéficie d'une mobilisation croissante. À la Fédération européenne des centres de recherche et d'information sur le sectarisme, nous avons remarqué que, pour comprendre les facteurs imposés de pauvreté ou d'extrême pauvreté présents dans la vie des membres de secte, il fallait prendre en compte les différentes catégories de membres. Il y a les adultes, hommes et femmes. Dans nombre de sectes, les femmes sont cantonnées à des rôles subalternes et doivent se montrer obéissantes, voire totalement soumises. Il y a les adolescents, mineurs ou majeurs, garçons ou filles, qui, dans de nombreux cas, travaillent dans des conditions proches de l'esclavage et ne sont pas rémunérés. Il faut rétablir leurs droits fondamentaux. Même les petits garçons et les petites filles sont placés au service des organisations sectaires sans être rémunérés, et les ressources financières tirées de leur exploitation ne sont pas placées, que ce soit dans la perspective de leur retraite ou pour leur future sécurité personnelle.

Dans les sociétés ordinaires, démocratiques et ouvertes, les citoyens ont accès à la croissance économique, ce qui permet à nombre d'entre eux de s'extraire de la pauvreté. Il faut également tenir compte de la pleine mise en œuvre de la Déclaration de Copenhague sur le développement social et du Programme d'action du Sommet mondial pour le développement social, qui a permis de réaliser des progrès considérables en matière de réduction de la pauvreté. Les victimes de sectes, qui n'ont pas accès à ces connaissances et ne peuvent donner leur consentement éclairé, sont privées de ces précieuses avancées. À la Fédération européenne des centres de recherche et d'information sur le sectarisme, nous nous efforçons, avec l'aide d'experts et de spécialistes pluridisciplinaires, d'éduquer les victimes de sectes et leurs familles en leur donnant accès aux recherches sur le sujet et aux informations dont ils ont besoin, le cas échéant.

Nous sommes conscients que le suivi de la pauvreté doit présenter un intérêt sur le plan social. L'éducation que nous proposons consiste principalement à intégrer nos sujets de préoccupation dans une pensée sociale et à influencer les politiques sociales afin de continuer à trouver des solutions aux facteurs de pauvreté ou d'extrême pauvreté imposée. Nous devons déterminer où se trouvent les plus démunis, où ils sont laissés-pour-compte.

De nombreux environnements sectaires sont isolés et totalitaires par nature. Il s'agit de structures autoritaires à la hiérarchie pyramidale. Les personnes qui se trouvent au sommet deviennent l'autorité suprême ; il manque à ces systèmes un organe d'appel supérieur extérieur à leurs communautés fermées, ce qui réduit le nombre de possibilités viables dans la société ordinaire ouverte, à l'extérieur de l'organisation sectaire. La plupart des membres des sectes donnent sans relâche à leurs organisations et se sacrifient pour elles ; un traitement inégal apparaît alors. Les membres les plus haut placés jouissent d'un style de vie privilégié voire luxueux, tandis que ceux du bas de l'échelle sont généralement endettés et pauvres, suivant la hiérarchie établie dans l'organisation de la secte. Il faut garder à l'esprit que les membres privilégiés sont généralement doués et dotés d'une intelligence académique supérieure à la moyenne. Certains chefs de secte refusent que d'autres membres aient accès aux études supérieures, les empêchant ainsi d'échapper à l'extrême pauvreté ou à la pauvreté imposée en trouvant un emploi rémunéré. « Les plus démunis sont laissés pour compte. Nous devons leur tendre la main et les aider à monter dans notre canot de sauvetage. » Ban Ki-moon, Secrétaire général des Nations Unies, 2011

Il faut également être conscient que la traite d'êtres humains est une autre source d'extrême pauvreté. Les sectes islamistes extrémistes et d'autres sectes destructrices pratiquent cette forme odieuse d'esclavage. Les islamistes extrémistes sont connus pour enlever de jeunes filles et leur imposer travail forcé et agressions sexuelles. Rétablir les droits de l'homme devient alors une question d'identification et de responsabilité et il faut élaborer et appliquer rapidement des politiques gouvernementales et des lois applicables pertinentes. À la Fédération européenne des centres de recherche et d'information sur le sectarisme, nous pensons qu'en cas de violations claires des lois relatives au travail des enfants et aux agressions sexuelles, il convient de transmettre à la Commission du développement social les travaux de recherches de qualité et les données collectées. Une attention particulière doit être apportée à la fourniture de ressources permettant à ces personnes, qui en ont cruellement besoin, de se rétablir et de guérir, et notre Fédération s'engage à participer selon qu'il convient. Il est essentiel de rétablir la dignité, l'estime de soi et la décence liée aux droits fondamentaux de ceux qui ont été si atrocement abusés.

La jeunesse, notamment les étudiants, est particulièrement susceptible de se laisser séduire par les pratiques de recrutement fallacieuses d'organisations sectaires prédatrices. Une fois devenus des membres actifs, les différentes étapes de la pauvreté imposée deviennent un réel problème. Les directives destructrices des chefs de sectes réclament le sacrifice de tous les biens des nouveaux membres étudiants au bénéfice de l'organisation. Une fois ce don fait, ces jeunes étudiants vulnérables tombent généralement sous le contrôle de l'organisation sectaire, qui leur prend leurs ressources. Nombre d'entre eux débutent au salaire minimum, et la plupart donneront une grande partie de leurs revenus au groupe sectaire. Survivre avec un salaire convenable sans l'aide de la secte devient très aléatoire et nécessite l'accord du chef de la secte.

À la Fédération européenne des centres de recherche et d'information sur le sectarisme, nous partageons l'objectif consistant à promouvoir des politiques intégrées visant à éliminer la pauvreté et à ne pas faire de laissés pour compte, notamment en ce qui concerne notre population dans le besoin, conformément aux objectifs et aux cibles du Programme 2030 relatifs à l'épanouissement de la jeunesse.

Il importe de trouver une solution aux causes structurelles de la pauvreté et aux inégalités provoquées par les organisations sectaires, à qui les politiques publiques de transparence font défaut face aux institutions ordinaires du monde extérieur. Elles appliquent également des politiques inéquitables redistribuant insuffisamment les ressources, font l'objet de nombreux signalements pour fraude fiscale et ne disposent d'aucun cadre juridique appropriée prévoyant une protection sociale adaptée. En raison des privations économiques qu'elles imposent, il est crucial que la Commission du développement social fournisse un accès à la promotion de transformations économiques structurelles là où les victimes de sectes ne disposent pas d'un consentement pleinement éclairé. Améliorer l'accès au crédit et aux marchés peut constituer une ressource inestimable pour aider les anciens membres de sectes et leurs familles à reconstruire leurs vies. À des taux d'intérêt très bas, les microcrédits se sont révélés plutôt efficaces, grâce aux usages créatifs et ingénieux d'anciens membres dotés d'une grande volonté de s'améliorer et d'édifier un monde meilleur.

La prise en compte des jeunes étudiants et de l'épanouissement de la jeunesse dans le Programme 2030 et la fourniture de ressources suffisantes pour la participation et l'inclusion des jeunes répondent aux préoccupations de nos victimes de sectes. Il est possible d'y ajouter la réalisation de travaux de recherche qualitative et quantitative ainsi que la collecte de données sur l'efficacité des politiques

concernant la jeunesse. Il importe d'établir des processus et mesures participatifs afin de veiller à ce que les besoins et la voix des groupes marginalisés d'anciens membres de sectes soient pris en compte par les responsables politiques. À la Fédération européenne des centres de recherche et d'information sur le sectarisme, nous aimerions nous mettre en relation avec la Commission du développement social afin de lui transmettre des données pertinentes pour le dialogue relatif aux politiques sociales.

Il importe d'appeler l'attention sur le fait que l'égalité des chances dépend de l'accès à ces possibilités. L'éducation est essentielle pour intéresser les décideurs à cette question. Il faut informer les victimes sur les droits de l'homme et toutes les formes de discrimination et de stigmatisation, en particulier à l'égard des femmes, des jeunes filles, des jeunes et des enfants. Les violations de ces droits doivent être correctement signalées en cas de discrimination aggravée. Lorsqu'elle aborde les violations des droits des membres de secte, la cinquante-sixième session de la Commission de développement social peut intégrer les droits, la participation, la dignité et le bien-être des individus ainsi que l'atténuation de la pauvreté. Notre fédération appuie une approche intégrée du développement social avec la Commission du développement social, dans les limites de ses directives. La Fédération européenne des centres de recherche et d'information sur le sectarisme appuie également l'accès aux services sociaux de base et aux services de santé ainsi qu'une plus grande participation, intégrant notamment des groupes sociaux qualifiés et adaptés qui aident les victimes à sortir de la pauvreté imposée.

Notre fédération appuie la Commission du développement social lorsqu'il s'agit d'encourager les décideurs et parties prenantes à améliorer la collecte et l'analyse de données actualisées, de qualité et comparables à l'échelle internationale sur les personnes affectées par l'extrême pauvreté et les solutions à cette dernière, et à en augmenter sensiblement la quantité. Il est important d'offrir des possibilités pour tous, l'égalité sans discrimination et la dignité humaine, de faire disparaître la marginalisation et de réaffirmer la vision d'un avenir commun. Pour défaire l'endoctrinement fallacieux généré par les sectes destructrices, décrivant un monde conflictuel qui opposerait les membres de la secte aux personnes extérieures, il faut axer le développement sur les personnes et l'accompagner de politiques sociales inclusives. Cela permettra de promouvoir des possibilités auparavant inaccessibles.

La lutte contre l'exploitation financière et l'extrême pauvreté imposée exige des méthodes de détection et de signalement aux instances appropriées. Parmi les facteurs augmentant la vulnérabilité à l'extrême pauvreté figurent l'isolement, qu'il soit physique ou psychologique, et l'absence de possibilités viables. Les prédateurs fuient les mesures de transparence et l'obligation de rendre compte. Une autre solution viable consiste à supprimer les barrières séparant, sur le plan juridique, l'élimination de la pauvreté et droits de l'homme.

Éliminer la pauvreté nécessite la participation de tous au niveau local, une sensibilisation au problème et à ses solutions, et des changements à l'échelle mondiale, afin que nul ne soit laissé pour compte.